

« L'homme et la forêt tropicale »

Compte rendu de colloque

LAURENCE GRANCHAMP FLORENTINO

LAURENCE GRANCHAMP FLORENTINO
Doctorante EHESS /
Centre de recherche
sur le Brésil contemporain
2, rue Collin Manet
78530 Buc
laurence.granchamp@wanadoo.fr

La Société d'écologie humaine, en partenariat avec l'APFT (voir encadré) et l'université de Provence, organisait un colloque sur « L'Homme et la forêt tropicale ». Celui-ci s'est tenu à Marseille, les 26, 27 et 28 novembre, au centre Saint-Charles de l'université de Provence.

Cette manifestation s'inscrit dans la ligne des trois précédentes, abordant les relations entre l'homme et différents milieux : en 1996, « L'impact de l'homme sur le milieu », en 1997 « Les villes du sud » et en 1998 « L'homme et la lagune ».

L'organisation

La SEH, aussi bien que l'APFT, rassemblent des chercheurs de diverses institutions : les organisateurs du colloque, Serge Bahuchet, Daniel Bley, Hélène Pagezy et Nicole Vernazza-Licht appartiennent à deux laboratoires du CNRS (Lacito et UMR 6578 Adaptabilité humaine). Parmi les participants et adhérents de la SEH ou membres du réseau APFT, un certain nombre de chercheurs étaient issus du CNRS ou de l'Orstom. Quelques universités et institutions étrangères étaient représentées, notamment en provenance d'Angleterre, des Pays-Bas, de Belgique et du Cameroun. Sur le plan des disciplines, l'ethnoscience était dominante, ainsi que l'anthropologie et les naturalistes. L'appel à communication a enrichi le colloque de la participation de chercheurs d'universités françaises diverses et de représentants de laboratoires du CNRS qui n'étaient pas rattachés au réseau APFT.

Pour l'APFT, ce colloque représentait une opportunité de rassembler les chercheurs du réseau au retour du terrain, au moment où se concluait la première phase du programme de recherche. Les jeunes chercheurs, comme les plus confirmés, ont eu la possibilité de discuter de leurs premiers résultats et de les confronter aux recherches de participants provenant d'autres institutions ou travaillant sur d'autres aires géographiques.

Le programme de l'APFT, financé par la Communauté européenne, pour des raisons administratives, n'a pu soutenir des recherches qu'en Afrique

centrale, dans les Caraïbes et le Pacifique ; cet obstacle explique la prédominance des communications sur l'Afrique centrale, en particulier le Cameroun, et le nombre limité d'exposés sur des pays d'Amérique latine par exemple. L'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée en revanche ont fait l'objet de plusieurs recherches et communications.

Pierre de Maret, directeur du programme APFT, était présent et a pris part à une table ronde ouverte au public organisée à l'issue de la première journée du colloque. Posant la question à la fois large et cruciale de « l'avenir des peuples des forêts tropicales », ce débat, animé par A. Froment (Ermes/Orstom) avec le concours de Serge Bahuchet (Lacito/directeur de recherche au CNRS et directeur scientifique de l'APFT), J. Delmont (président de l'Institut pour le développement sanitaire en milieu tropical), et P. Baudot (président de l'association des étudiants en génie de l'environnement pour le développement durable), a recueilli un excellent niveau de participation de l'auditoire.

Les thèmes proposés

Lors de l'appel à communications, la question de « l'homme et la forêt tropicale » était posée en référence à la conférence de Rio, en termes de développement durable et du rôle des forêts tropicales pour l'avenir de la planète. L'accent était mis à la fois sur l'hétérogénéité que masque une perception commune de la forêt tropicale comme un milieu homogène et peu peuplé, et sur la forte mobilité des hommes dans cet espace généralement enclavé. Aussi, les relations entre la ville et la forêt étaient identifiées comme un thème majeur de ce colloque. Un second axe proposait une réflexion sur les questions de santé particulières à ce milieu que venaient compléter les questions de démographie et de structures sociales des populations forestières. Par ailleurs, une place importante était laissée aux questions de perception et de représentation de la forêt. Enfin, ce colloque ne pouvait éviter le thème des activités humaines et de leur impact sur le milieu.

Les communications proposées n'ont probablement pas tout à fait répondu aux attentes des organisateurs. En effet, la majorité des propositions concernait le thème des activités humaines et de leur impact sur le milieu (10 sur 44), et un nombre très limité celui des relations entre la ville et la forêt (4). Un thème nouveau est apparu par rapport à l'appel à communi-

L'homme et la forêt tropicale

X^e journées de la société d'écologie humaine.
Marseille, 26-28 novembre 1998.

cations : la gestion du milieu et les dynamiques du changement (11 communications).

Il semble donc que le thème des relations entre la ville et la forêt, plus récent, mobilise encore un nombre limité de recherches en comparaison des thèmes plus « classiques » comme les représentations, l'impact des activités humaines ou la gestion du milieu.

Avant d'offrir un éventail des exposés, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, il nous paraît important de souligner que ce colloque a permis à un certain nombre de jeunes chercheurs, d'exposer leurs résultats et questionnements.

Principaux éléments des sessions du colloque

Perceptions et représentations de la forêt

Plusieurs interventions ont montré comment des projets visant la conservation des ressources naturelles ou même le développement sont implantés sans égard pour les coutumes des populations locales et leurs pratiques de gestion des terres et des ressources (D. Ellis, S. Klappa). Malgré leurs intentions apparemment humanitaristes, ces projets, en ne prenant pas en compte les facteurs sociaux, ont une conception de la diversité dont l'homme est exclu. D'une certaine façon, les "besoins humains" auraient tendance à être l'objet d'une perception univoque et universalisante.

Deux communications ont porté sur l'étude des croyances de certaines populations, qui ont un effet positif sur la préservation des espaces forestiers – croyance dans les esprits de la forêt ou culte des ancêtres (C. Friedberg, R. Wessing). Pourtant, toutes les populations de la forêt n'ont pas des pratiques d'exploitation « harmonieuses » de leur milieu, contrairement à l'image que véhicule un grand nombre d'ONG. L'une des communications a démonté ce stéréotype et montré comment les populations locales sont aussi capables de se réapproprier ce discours pour servir leurs intérêts propres, qui ne coïncident pas nécessairement avec les objectifs conservacionnistes des ONG (B. Sellato). Là encore apparaît un manque d'analyse de la part des « développeurs » de toutes les dimensions des réalités sociales des populations auxquelles ces projets s'adressent.

Activités humaines et impact sur le milieu

La majorité des communications de cette session portait sur le sud Cameroun.

La première étudiait la complémentarité entre deux populations, l'une sédentaire et l'autre semi-nomade, et montrait comment les besoins liés au regroupement et à la dispersion ont une origine à la fois sociale et alimentaire (C. Leclerc).

La seconde remettait en cause une idée communément admise, principalement par les autorités, selon laquelle les pratiques de chasse au câble sont plus prédatrices que les autres. Or, cette pratique cynégétique préserve les grands mammifères et ne semble

pas avoir un impact plus important que les armes à feu (E. Dounias).

La troisième étude portait sur des essarteurs et cherchait à déceler les logiques sous-jacentes aux pratiques de ces populations qui conservent certains arbres dans leurs champs (S. Carrière, D. McKey).

L'une des communications de cette session établissait un pont avec celles portant sur les relations ville-forêt, puisqu'elle montrait comment deux logiques, l'une de permanence et l'autre de migration, créent une contradiction au sein d'une population du Vanuatu. En effet, par leurs besoins agricoles et le caractère temporaire des défriches-brûlis, les villageois ont tendance à migrer vers l'intérieur de l'île ; mais leur besoin d'insertion sociale et économique en relation avec les centres urbains du sud de l'île les incite à maintenir leur village sur le littoral (F. Tzerkiantz).

Les choix semblent beaucoup plus restreints pour les populations forestières de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cet État dispose sur le papier d'une constitu-

L'APFT – Avenir des peuples des forêts tropicales

L'APFT est un programme de recherche financé par la Commission européenne (DG VIII), qui associe les sciences naturelles et médicales d'une part et les sciences humaines et sociales d'autre part. C'est un consortium rassemblant l'Université Libre de Bruxelles, la faculté des sciences agronomiques de Gembloux (Belgique), le CNRS – LACITO, l'Orstom et l'université du Kent de Canterbury (Angleterre). Il fonctionne par ailleurs en réseau, en associant à ses recherches des spécialistes, universitaires et institutionnels d'Europe, d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Ce programme est né d'un constat : les échecs des initiatives en faveur de la préservation des écosystèmes tropicaux s'expliquent souvent par une méconnaissance du facteur humain. Aussi, depuis 1995, des spécialistes ont décidé d'unir leurs connaissances et leurs efforts pour définir une stratégie globale et à long terme. L'APFT se veut donc également un outil de conseil et d'aide au développement et à la conservation, et fournit des expertises aussi bien à la Commission Européenne (appui à des programmes européens tel qu'Ecofac) qu'à d'autres institutions qui pourraient le souhaiter. Par cette double fonction, l'APFT représente également un organisme de médiation entre les chercheurs et les décideurs.

L'un de ses principaux objectifs est de comprendre le rôle des populations dans l'écosystème et de replacer les enjeux de la conservation par rapport aux différentes échelles spatiales et temporelles. Il s'agit, entre autre, de déterminer le véritable impact des populations traditionnelles sur le milieu et de réviser certains stéréotypes qui sont souvent responsables de l'échec de projets de préservation des forêts tropicales. Comme le colloque l'a réaffirmé, cette préservation ne peut s'effectuer qu'en prenant en compte l'ensemble des besoins sociaux des groupes humains qui habitent les forêts tropicales.

L'écologie des activités agricoles, l'ethnoécologie forestière, les dynamiques sociales, l'environnement et le développement, et les liens ville-forêt ont été les domaines privilégiés d'investigation définis pour ce programme de recherche. Il a par ailleurs permis de fournir un appui financier à un certain nombre de jeunes chercheurs en thèse.

D'une durée de 5 ans, le programme conclut actuellement sa première phase et les premiers résultats doivent être analysés. Aussi, le colloque de Marseille a représenté une opportunité de réunir les chercheurs du réseau au retour du terrain et de confronter les premiers résultats de leurs recherches à ceux de leurs collègues du réseau, comme à ceux de chercheurs d'autres institutions.

L'APFT édite une revue, *APFT-news* (trois numéros par an), ainsi que des *briefing notes* (en anglais ou français) sur des questions d'actualité ou des thèmes du programme.

Pour plus de renseignements :

APFT cellule de coordination, centre d'anthropologie culturelle, CP 124 ;
Université Libre de Bruxelles, 44 av. Jeanne 1050 Bruxelles ; Belgique.
Tél. : (32) 2 650 43 38 ; fax : (32) 2 650 43 37
Site Internet : <http://Lucy.ukc.ac.uk/Rainforests/>

tion qui paraît très avancée, en conférant des droits importants aux tribus sur la gestion de leur territoire et de leurs ressources. Mais en réalité celles-ci ignorent ce droit et sont spoliées par les compagnies privées d'exploitation forestière. L'auteur de cette communication posait alors le problème des attributions du chercheur : peut-il rester un simple observateur ? Quel est le but de la recherche : produire une connaissance académique ou contribuer à améliorer la situation observée ? Au-delà des attributions habituelles, cette jeune chercheuse a contribué à l'élaboration d'un contrat-type de concession qui préserve les droits des tribus (F. Bruno).

La question de l'interaction État/population locale dans la gestion du milieu naturel apparaît également dans cette communication sur une société amérindienne, les *Wayâpis*. Une longue pérégrination les a amenés, sous la pression des différentes vagues de colonisation en Amazonie brésilienne, sur la frontière de la Guyane française. Mais aujourd'hui, l'équilibre de leur système avec le milieu n'est possible et ne peut assurer la reproduction du groupe qu'avec l'apport des prestations sociales versées par l'État français (F. et P. Grenand, F. Ouhoud-Renoux).

Dans cette même région de l'Oyapock, une étude s'est penchée sur les pratiques de défriche-brûlis de cinq communautés ethniques : amérindiens, sarakmaks, créoles, brésiliens et métropolitains. Le principal résultat de cette recherche est qu'il n'existerait pas de grandes variations dans les pratiques culturelles ou l'orientation commerciale ou non des cultures selon l'appartenance ethnique (S. Manusset). Il est ressorti par ailleurs des débats qui ont suivi la communication que les pratiques de défriche-brûlis n'ont pas systématiquement d'impact négatif sur le milieu, contrairement à une idée reçue, mais elles restent soumises à une condition de pression démographique limitée.

Enfin, l'une des rares études transversales et plus théoriques montrait comment la perception linéaire et évolutionniste de la transition de la *silva* à l'*ager*, de la forêt à l'agriculture moderne, marginalise les populations forestières. Cette perception du développement fait l'impasse sur toutes les autres formes de développement intégrant de façon plus harmonieuse les ressources forestières (G. Michon).

Gestion du milieu et dynamique du changement

Dans cette session, la majorité des communications opposent l'État et les communautés locales. Au Cameroun d'abord, bien qu'une politique de décentralisation de la gestion des ressources forestières ait été adoptée depuis 1994, l'administration manifeste des réticences à la mise en place effective de projets par les villageois. Le discours très technique qu'ils doivent adopter et le coût élevé des formalités sont une autre source de découragement pour ces derniers (A. Milol).

Au Nord Viêt-nam, l'État s'est réapproprié le discours international condamnant les défriches-brûlis

en tant que principale cause de déforestation et l'a transformé en instrument de contrôle d'une minorité montagnarde. Mais non seulement la défriche-brûlis n'est pas nécessairement la cause principale, mais elle doit être considérée, selon l'auteur, comme un élément de conservation de la biodiversité anthropogénique (G. Rossi).

En Côte-d'Ivoire et en Amazonie brésilienne, les problèmes de déforestation sont aggravés par des politiques inadaptées.

En Côte-d'Ivoire, le front pionnier cacaoyer et caféier a fait disparaître en l'espace de trente ans les 4/5^e de la forêt du sud du pays. Outre les conditions d'exploitation propres au front pionnier aujourd'hui relativement bien connues, la rapidité de ce phénomène a sa source dans les migrations étrangères : attirés par les emplois salariés, des migrants des pays voisins affluents, puis s'installent, et font alors venir des parents démultipliant ainsi le processus. Si le front pionnier ne se stabilise pas, c'est en grande partie parce que les politiques ivoiriennes ne favorisent pas la fixation des migrants (R. Balac).

L'Amazonie brésilienne connaît également des phénomènes de fronts pionniers importants, mais la situation provoquant la déforestation est, là, plus complexe. Outre les petits agriculteurs sans terre sans cesse expropriés et contraints d'aller toujours plus loin dans la forêt, les grands propriétaires éleveurs et les compagnies forestières défrichent des surfaces bien plus importantes. Chacun de ces groupes entretient des liens étroits de complémentarité ou d'opposition, mais qui ne font qu'accroître la déforestation dans cette région où les lois sont difficilement appliquées et où les politiques mises en place sont inefficaces (H. Cleuren).

Démographie et structures sociales des populations forestières

Le nombre de communications de cette session était relativement limité. Deux communications s'intéressaient aux mouvements migratoires spontanés ou contraints de populations forestières : en Papouasie-Nouvelle-Guinée, deux cycles de déplacements traditionnels et spontanés se chevauchaient, jusqu'à la rencontre avec l'État qui a instauré un mouvement plus lent et contraint (P. Lemonnier). Au Congo (ancien Zaïre) les déplacements se font sous la pression de populations extérieures (W. S. Abruzzi).

L'une des communications, qui étudiait les manifestations de goitre d'une population ivoirienne (M. Gaimard, I. Dulumbu, A. Assouan et A. Chaventre), aurait peut-être mérité d'être regroupée dans l'atelier sur les questions de santé.

Enfin, deux communications abordaient des thèmes démographiques traditionnels tels que la structure des ménages, la fécondité et la mortalité au sud Cameroun (E. Akoto, C. Molines). Il est à regretter que ces communications n'aient pas élargi leur centre d'intérêt aux questions qui étaient présentes dans les autres sessions, et en particulier à celle de la relation entre démographie et pression sur le milieu. Seuls les

aspects méthodologiques étaient abordés sans être replacés dans leur contexte plus large, ce qui n'a pas favorisé le débat.

Relations ville-forêt : mobilité des produits et des hommes

Quatre communications seulement pour cette session, dont deux sur l'Amazonie brésilienne, et deux sur l'Afrique centrale. Les situations entre les deux continents sont passablement contrastées mais mériteraient néanmoins une analyse comparative rigoureuse.

L'une des communications avait le mérite de tenter d'établir des « ponts », des points de comparaison entre les différentes régions de forêt tropicale, avant d'analyser plus particulièrement le cas des villes d'Afrique centrale (T. Trefon). Cependant, un sujet aussi ample a favorisé une analyse "en survol", soulignant ainsi les efforts qui restent à fournir dans ce domaine.

La seconde communication sur l'Afrique centrale était une étude de cas qui posait le problème de la gestion des réserves et de l'approvisionnement urbain en gibier. Alors qu'un projet de route à proximité d'une réserve créait une polémique sur l'impact possible sur le trafic de gibier, la recherche a mis à jour les circuits de commercialisation existants et a montré que le plus grand péril pour les animaux des réserves venait d'ailleurs : la faiblesse des revenus des populations tant rurales qu'urbaines et le coût inférieur du gibier par rapport à celui des viandes d'élevage sur les marchés urbains (S. Bahuchet).

L'une des études sur l'Amazonie brésilienne portait également sur la commercialisation des produits en ville. Cette étude sur le manioc comparait deux régions très contrastées, l'une dite « traditionnelle » et l'autre en front pionnier. Les centres urbains, en centralisant les réseaux commerciaux, ont une influence non négligeable sur le choix des variétés cultivées, particulièrement en situation de front pionnier où l'insertion au marché est plus forte que pour les régions d'Amazonie dite traditionnelle, (F. Pinton et L. Empereur).

Dans une perspective plus historique, la seconde communication montrait comment la ville pionnière en Amazonie s'était toujours construite par opposition à son milieu naturel, la forêt. Dans ce contexte, le cas d'une petite ville, où tous les acteurs de la société locale se sont réunis pour réfléchir aux alternatives à ce mode de développement, marque une rupture importante. Malgré les conflits d'intérêts et l'échec des projets, cette tentative a marqué par son originalité et a surtout changé le mode de relation entre les acteurs. Elle symbolise aussi la manière par laquelle les élites urbaines se sont faites les diffuseurs d'un changement important de valeurs, à contre-courant de celles qui ont dominé toute la phase d'implantation pionnière, et qui donne une nouvelle place aux ressources forestières (L. Granchamp Florentino).

Santé et maladies

Cette session a regroupé des communications de médecins et de démographes. Plusieurs communications ont porté sur l'étude des pathologies de populations forestières et des projets – futurs ou en cours – d'assistance sanitaire. La première portait sur une population *Yanomami* en Amazonie brésilienne et constatait peu de différences entre leur état sanitaire et celui des populations non amérindiennes. L'auteur de la communication a regretté le manque de participation d'un anthropologue au projet d'assistance sanitaire (J. Delmont).

En revanche, au Nord Congo, l'observation d'une progression du *pian* parmi une population pygmée posait des questions quant au manque d'adaptation des campagnes de masse à ces populations forestières pour cette endémie, et mettait en évidence une discrimination de la part du gouvernement (G. Salomone).

Trois autres communications portaient toutes sur le Cameroun : l'une sur la malnutrition des enfants de 0 à 6 ans, qui a soulevé un important débat sur la notion de « retard de croissance » (O. Bernard) ; une seconde sur les parasites intestinaux différenciant diverses régions camerounaises sur le plan sanitaire et des carences alimentaires (A. Froment) ; et la troisième, sur l'usage des préservatifs et la gestion de la sexualité (N. Vernazza-Licht). Pour cette dernière communication, l'enquête devait être poursuivie et approfondie. Les résultats préliminaires faisaient état d'un faible usage des préservatifs, ceux-ci étant utilisés encore davantage dans un souci contraceptif que pour prévenir l'infection par le VIH. Les comportements face au risque de contagion semblaient relever d'une certaine universalité dont la rationalité ou l'irrationalité n'aurait rien de purement spécifique à la culture des populations étudiées.

En conclusion, le colloque de la SEH a permis de présenter, au cours de ces trois journées, un important éventail de recherches, la plupart monographiques, sur les populations des forêts tropicales à travers le monde. Il a également permis de remettre en cause certains stéréotypes sur celles-ci et de confronter les recherches issues de différents continents et disciplines, que tout incite à mettre en relation.

Pour plus d'information :

Secrétariat du colloque SEH « L'homme et la forêt tropicale » ;
UMR 6578 adaptabilité humaine : biologie et culture ;
faculté de médecine, secteur La Timone ;
université de la Méditerranée,
27 bd Jean Moulin
13385 Marseille cedex 5, France.
Tél. : 00 33 491 32 45 42 ; fax : 00 33 491 32 45 85 ou 42 ;
Helene.Pagezy@medecine.univ-mrs.fr